

LE MINISTRE

PARIS, LE

28 MAI 2009

Chers Messieurs,

Vous m'avez adressé, ainsi qu'à M. le Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, une lettre ouverte le 26 mars dernier. Vous attirez notre attention sur certaines des évolutions en cours au ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Je suis, comme vous le savez, attentive aux préoccupations des agents du ministère et souhaite leur apporter, à chaque fois que cela est possible, des éléments de réponse clairs à leurs interrogations. A ce titre, j'aborde certains des points que vous évoquez avec les organisations syndicales qui ont accepté les rencontres que j'ai proposées à l'ensemble des syndicats représentatifs de Bercy en début d'année. Le besoin d'échanges constructifs entre vos organisations et les responsables du ministère m'apparaît évident. Je souhaite poursuivre dans ce cadre le dialogue ainsi engagé.

Ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de l'indiquer, notamment en répondant aux questions écrites de parlementaires, je suis particulièrement attachée à ce que ni les garanties, notamment statutaires, des agents, ni les missions qui sont les leurs ne soient affectées par les réformes en cours.

S'agissant, par exemple, de la délocalisation à Metz de certains services de la statistique publique, j'ai réaffirmé le principe du volontariat et l'attachement qui est le mien à la qualité de ce service public.

Je suis également très attentive à la situation de la DGCCRF dans la réforme en cours de l'Etat territorial. Je tiens, une fois encore, à réaffirmer que les missions et les objectifs assignés à la DGCCRF ne sont en rien remis en cause par cette réforme. Au contraire, la régulation concurrentielle des marchés, la protection économique du consommateur et la sécurité alimentaire constituent, tout particulièrement en période de crise économique, des priorités de tout premier plan pour le gouvernement.

Fédération CGT : M. Christophe Delecourt, Secrétaire général

Fédération Solidaires Finances : M. Laurent Gathier, Délégué fédéral

Fédération des finances Force Ouvrière : M. Michel Monteil, Secrétaire général

Fédération des finances et des affaires économiques CFDT : M. Damien Leroux,
Secrétaire général

Fédération UNSA Finances et Industrie : M. Luc Doumont, Secrétaire général

Fédération des finances CFTC : M. Yves Bigot, Président fédéral

Fédération française des cadres du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique (CGC) : M. Christian Chapuis, Président

Cette réforme doit donc être conduite dans la transparence et la concertation. C'est pourquoi j'ai demandé au secrétaire général du ministère et à la directrice générale de la CCRF d'informer les agents de cette direction des garanties collectives et individuelles auxquelles ils peuvent légitimement prétendre.

Cette information, que le document joint synthétise, a vocation à être soumise à la concertation avec vos fédérations. J'ai demandé au secrétaire général d'organiser dans les meilleurs délais une première rencontre en ce sens.

Je souhaite que le dialogue au sein du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi se poursuive et vous prie de croire, Messieurs, à l'assurance de ma meilleure considération.



Christine Lagarde